

CONTRE L'INVASION DU BOLCHEVISMES



LES ARMÉES BOLCHEVISTES SONT INDICUÉES PAR DES RECTANGLES ROUGES ET LES ARMÉES ALLIÉES PAR DES RECTANGLES NOIRS

La zone d'influence des bolchevistes, en Russie, que nous représentons, ici, par le corps d'une pieuvre, s'étend actuellement vers l'Ouest où une armée rouge s'efforce d'atteindre Varsovie et de culbuter, grâce à la retraite des Allemands, des troupes polonaises qui lui sont inférieures en nombre. Par contre,

à l'Est, les forces sibériennes et tchéco-slovaques et, dans le Caucase, les armées Krasnoff et Denikine ne cessent d'infliger aux soldats de Trotsky de sanglantes défaites. Dans le Nord comme dans le Sud, sur le littoral des deux mers, la situation est relativement calme du fait de la présence des régiments alliés.

UN VIF DÉBAT A LA CHAMBRE

M. Clemenceau annonce que la territoriale et deux classes de la réserve de l'active seront démobilisées au 31 mars.

ATTENTION AUX FAUSSES NOUVELLES RELATIVES AU CONGRÈS!

Beaucoup de monde, hier après midi, au Palais-Bourbon. On attendait, en effet, un discours de M. Deschanel et un débat mouvementé à l'occasion de la fixation de l'ordre du jour. Ceux qui étaient dérangés ne l'ont d'ailleurs pas regretté, car, à certains moments, la salle est devenue houleuse.

En reprenant possession du fauteuil, M. Paul Deschanel a fait un vif éloge du Parlement, qui a su montrer que la discussion pouvait être compatible avec l'état de guerre. Chaleureusement applaudi, il a retracé l'œuvre de la Chambre, énuméré les lois votées. Il a aussi rappelé la tenue du pays à l'arrière et le concours de nos alliés. La Chambre a voté l'affichage du discours de son président.

M. Deschanel donna ensuite lecture des treize demandes d'interpellation déposées. M. Clemenceau monta aussitôt à la tribune.

Après une interpellation qui a duré cinq à six séances, dit-il, certains de nos collègues proposent de reprendre une discussion qui a pris fin sur le vote d'un ordre du jour de confiance. Le gouvernement ne peut admettre cette proposition.

« Ce matin, les gouvernements alliés nous ont proposé de continuer la discussion cet après-midi. J'ai refusé pour pouvoir me trouver au banc du gouvernement à cette heure. »

« La Conférence a commencé ses travaux; elle les a poursuivis jusqu'à présent dans un esprit de cordialité et de conciliation absolue. Mais, pour que le gouvernement puisse remplir complètement son devoir, il lui faut la collaboration de la Chambre. C'est cette collaboration que je viens lui demander. »

Applaudi sur de nombreux bancs, vivement interrompu à l'extrême-gauche, le président du Conseil se défendit de vouloir suspendre le droit d'interpellation pendant que siégeait la Conférence. Mais il demanda aux interpellateurs de l'exercer avec modération et de ne pas revenir sur des sujets sur lesquels le gouvernement s'est déjà expliqué.

Pour la première fois, dit-il, l'idée est venue de s'élever au-dessus des considérations relatives pour tâcher d'établir des conditions générales de paix qui assurent la tranquillité de la civilisation. C'est une grande vue qui ne sera pas réalisée si le Parlement ne nous donne pas son plein concours. On veut opposer ce gouvernement à certains autres pour en tirer parti. Il faut renoncer à cette politique: il ne faut pas essayer de soutenir certains gouvernements pour discréditer certains autres!

M. Clemenceau précisa: « Je vous demande votre aide sous la forme suivante: quand vous aurez une question à poser, faites-la moi connaître; mettez-vous en rapports avec la délégation des plénipotentiaires. Si satisfaction ne vous est pas donnée, portez-la à la tribune. »

Le problème de la démobilisation

Plus loin, le président du Conseil fit connaître ses intentions sur la démobilisation que certains lui reprochent de ne pas faire assez vite.

Pourtant, dit-il, il y aura 4 millions 200.000 hommes démobilisés au 15 février et 2 millions au 31 mars; toute la réserve de l'armée territoriale, toute la territoriale et deux classes de la réserve de l'active.

« Il y a eu des trains mal dirigés, des hommes ont souffert; il y a eu des événements à déplorer pour le ravitaillement. C'est entendu! Mais ce sont là des faits inévitables. Je dois rendre cet hommage au grand quartier général que, dès le premier jour, il m'a proposé un plan de démobilisation générale. »

Très applaudi, sauf à l'extrême-gauche

et sur quelques bancs à gauche où M. Dalbiez, M. Deshayes et quelques autres radicaux socialistes l'interrompaient avec persistance. M. Clemenceau exposa les difficultés en présence desquelles il s'était trouvé pour le ravitaillement des régions libérées; il rappela que la démobilisation des R. A. T. lui avait enlevé 60.000 chauffeurs de camions automobiles sur 90.000 qu'il avait fallu les remplacer. Il indiqua, en passant, que les négociations engagées relativement à la navigation sur le Rhin avaient abouti et qu'à l'heure actuelle des bateaux qui viennent de Rotterdam et d'Amsterdam remontent le fleuve pour porter à nos troupes les provisions nécessaires.

« Je crois pouvoir dire, ajouta le président du Conseil, que la Chambre et le gouvernement ont toujours marché d'accord et donné satisfaction au sentiment du pays. La besogne dont le pays touche à sa fin. De toutes les parties du monde arrivent des délégués avec l'idée que la guerre étant achevée, de grands résultats doivent en sortir. Mais pour cela il faut cet esprit nouveau dont je parlais l'autre jour, et que toutes les anciennes querelles soient bannies. »

Ces dernières paroles provoquèrent un vif tumulte à l'extrême-gauche.

L'homme qui a fait emprisonner Caillaud ne peut tenir ce langage! clame M. Dalbiez.

M. Raffin-Dugens fut rappelé à l'ordre. Le vacarme devint tel que M. Deschanel eut ce mot:

« Si ça continue, il faudra fermer la maison! »

Pas de désaccord avec le président Wilson

Cependant, en vieux lutteur habitué à ces orages, M. Clemenceau attendit. Il reprit quand le silence fut à peu près rétabli: « Je voudrais aussi qu'on se défait des fausses nouvelles relatives à la Conférence. J'ai lu, ce matin, un télégramme qui a dû paraître dans la Tribune de New-York, où il est dit que le président Wilson s'est vu dans l'obligation de menacer les Alliés de retirer les troupes américaines de notre front et de s'en aller lui-même si l'on ne faisait pas droit à certaines de ses demandes. Je n'ai pas besoin de dire quelle a été la réponse de M. le président Wilson, quand je lui ai montré, ce matin, ce télégramme: « Quel abominable mensonge! » m'a-t-il déclaré. »

« Je voudrais, enfin, que la Chambre comprenne dans quel état d'esprit je lui parle. Nous avons beaucoup délibéré sur la question de savoir comment les communiqués de la Conférence seraient faits; je crois pouvoir dire, d'une manière générale, que le principe de la publicité a rencontré la plus grande faveur. Il y a un point, cependant, sur lequel nous aimerions tous à garder le secret: nous ne voudrions pas que l'on pût dire que le chef de tel gouvernement a fait telle proposition qui a été combattue par tel autre. »

Très applaudi, le président du Conseil déclara qu'il n'avait qu'une pensée: continuer dignement cette guerre par le plein accord des nations civilisées pour un idéal supérieur d'humanité générale.

Les interpellateurs défilèrent ensuite à la tribune et chacun, naturellement, réclama une date rapprochée. On entendit ainsi M. de Chappedelaine, qui voulait interpellier sur la démobilisation; M. Lauche, sur les transports; M. Renaudel, sur la Conférence de la paix; M. Marcel Cachin, sur notre politique en Russie. Finalement, toutes les interpellations furent ajournées comme le demandait le gouvernement. Celle de M. de Chappedelaine, en premier lieu, par 329 voix contre 166.

En conséquence, dès cet après-midi, la Chambre reprendra la discussion du projet sur les dommages de guerre.

Très applaudi, sauf à l'extrême-gauche

Leopold BLOND.

LES ARMÉES BOLCHEVISTES

Le gouvernement de Moscou s'est efforcé d'organiser des régiments disciplinés. Ils sont battus dans l'Oural et dans le Caucase; sur le front polonais ils prennent l'offensive.

La guerre continue en Russie, les anciens territoires de l'empire étant toujours divisés entre les bolcheviks et leurs adversaires russes.

La zone où domine le bolchevisme occupe le centre de l'ancienne Russie, mais les chefs de ce régime semblent aspirer à reconquérir par la force toutes les contrées qui formaient avant la paix de Brest-Litowsk l'empire des tsars.

L'ARMÉE BOLCHEVIK

A cet effet, les premières troupes de Lénine, composées de Mourmans, de Lettons, de Chinois et d'anciens prisonniers autrichiens, ont été considérablement augmentées.



LE GÉNÉRAL DENIKINE

Le gouvernement de Moscou s'est efforcé, depuis plusieurs mois, d'organiser une véritable armée, où peu à peu a été introduite une discipline très sévère. Les volontaires ont été faciles à recruter, en raison de l'extrême misère qui règne en Russie; comme les soldats rouges sont bien nourris, bien payés puisqu'ils reçoivent environ 400 roubles par mois, leur nombre ne fait que croître, beaucoup de Russes préférant s'engager que de continuer à mener l'existence difficile du citoyen privé.

Les forces bolcheviks sont maintenant bien équipées. Leurs effectifs atteignent 300.000 hommes, placés sous le commandement du général Paskov, ancien officier du tsar, qui a été chargé de préparer les offensives actuellement en cours, et d'assurer la défense du territoire occupé par les bolcheviks.

LES DÉFAITES BOLCHEVIKS

A l'est, les armées n'ont pas été jusqu'ici favorables aux bolcheviks. Après une période confuse de plusieurs mois, les Sibériens, à la suite d'une série de succès remportés autour d'Oufa et d'Ekaterinbourg, marchèrent sur Perm, et, aidés par l'armée chèque-slovaque, attaquèrent l'armée rouge, forte de 120.000 hommes et largement pourvue d'artillerie et de mitrailleuses. Cette-ci fut battue à l'est de Perm, perdit cette ville et fut battue en retraite sur Kama, où elle subit tout dernièrement une nouvelle défaite, laissant entre les mains des Sibériens 31.000 prisonniers, des fusils et des Allemands.

Dans le Caucase, la situation des bolcheviks n'est pas meilleure. Ils ont massé à cet endroit 120.000 hommes, auxquels sont opposés 150.000 cosaques du Kouban, commandés par le général Denikine, et 200.000 cosaques du Don, sous les ordres du général Krasnov.

L'armée Denikine vient de battre les bolcheviks sur le fleuve Kuma et s'est efforcée de les chasser de Petrovsk et d'Astrakan, situés sur la mer Caspienne. L'armée Krasnov, qui a pour base navale Novorossisk et tient tout le littoral de la mer Noire jusqu'à Soukhoum, a pris l'offensive contre l'armée bolchevik, qui s'appuie sur le Bas-Volga, au nord d'Astrakan, et marche sur Tsaritzine dans le but d'effectuer sa jonction avec l'armée sibérienne.

Au nord d'Odesa et de la Crimée, des éléments sans cohésion, réunis par Petliura, le successeur de Skoropatsky, l'ancien dictateur de l'Ukraine, constituent une armée à tendance bolchevik sans valeur militaire jusqu'à présent et des avant-gardes sont à Nicolaïef et Kherson.

Au nord, la situation est calme; les régiments alliés qui sont à Arkhangel et sur la côte murmène n'ont devant eux que 7.000 gardes rouges d'Iron, dont le rôle est de surveiller les faits et gestes des unités de l'Entente.

L'OFFENSIVE CONTRE LES POLONAIS

Par contre, à l'ouest, une armée bolchevik serait commandée par le général Pichon, semble avoir reçu mission d'opérer une action de grande envergure. Pendant que quelques unités se battent avec les Esthoniens, qui font preuve de grand courage et, sont même parvenus à les repousser vers Dorpat et vers Narva, dégageant ainsi Reval, le gros des forces bolcheviks avance à marches forcées vers la Pologne, laissant à quelques éléments le soin de résister aux alecteurs de Lemberg. L'armée rouge a sa tâche facilitée, d'ailleurs, par la situation pénible où se trouve la Pologne, pillée à fond par les troupes allemandes d'occupation et ainsi dans l'impossibilité d'organiser une résistance efficace.

En même temps que les Allemands se retirent vers leur pays, évacuant les territoires qu'ils occupaient jusqu'ici, l'armée bolchevik, forte d'environ 50.000 hommes, progresse vers Varsovie en suivant les lignes de chemins de fer qui convergent vers la capitale de la Pologne. Ces troupes sont bien équipées et pourvues largement de canons et de mitrailleuses. Hier, elles avaient dépassé Mosty et se trouvaient à 250 kilomètres de Varsovie. Leur progression apparaît comme devant être assez facile, les Polonais n'ayant pu encore constituer une armée bien organisée, susceptible de pouvoir seule défendre ses frontières.

Ces succès semblent encourager les chefs bolcheviks, qui annoncent la préparation de nouvelles offensives dans le Caucase et en Finlande.

Marseille-Alger en avion

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

DEMAIN SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

Hier matin a été abordé l'examen de la situation en Russie. Les puissances alliées ont décidé qu'elles échangeraient les derniers renseignements qu'elles ont reçus sur l'Europe orientale.

COMMENT LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE SERONT-ILS COMMUNIQUÉS A LA PRESSE?

Officiel, 16 janvier (13 heures). — Le président des Etats-Unis d'Amérique, les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères des puissances alliées et associées, assistés des ambassadeurs du Japon à Londres et à Paris, ont tenu séance ce matin, au ministère des Affaires étrangères, de 10 h. 30 à midi 30.

Ils ont discuté la question des relations entre la Conférence et la presse et décidé de réunir aujourd'hui, à 5 heures, au Cercle de la Presse étrangère, avenue des Champs-Élysées, 80, les représentants des journaux alliés, en vue d'échanger des observations sur la meilleure méthode à adopter.

La réunion a abordé ensuite l'examen de la situation en Russie et décidé que les gouvernements se communiqueraient les dernières informations qu'ils ont reçues en vue de les examiner en commun.

La prochaine réunion aura lieu demain vendredi, à 10 h. 30 du matin.

EN MARGE DU COMMUNIQUÉ

La Conférence n'a tenu, hier, qu'une séance, et le communiqué est bref. Elle s'est occupée de la question soulevée par la décision prise la veille de ne plus permettre d'indiscrétions sur les délibérations. La presse a eu ainsi les honneurs de la Conférence de la paix. — Et l'on n'a jamais mieux montré qu'elle était bien un des nouveaux pouvoirs des Etats modernes.

Nous rendons compte plus loin de la réunion qui a eu lieu, hier après midi, entre les représentants des journaux des pays alliés et le représentant du ministère des Affaires étrangères.

Autre sujet dont s'est occupé la Conférence est d'un ordre tout différent. Des relations avec la presse, on est passé aux relations avec la Russie. Car il s'agit toujours de savoir si la Russie prendra part aux délibérations, et dans l'affirmative, à quelle Russie, ou auquel des gouvernements russes on s'adresserait. C'est tout le problème russe qui se pose, et qui est d'actualité.

Parti de Bucarest samedi soir, M. Jean Bratiano, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Roumanie, est arrivé hier à Paris, après avoir eu, à Belgrade, une entrevue avec le prince héritier de Serbie et s'être arrêté un instant à Venise.

Nous étions allés au-devant de l'éminent homme d'Etat, et nous l'avons rejoint à Laroche-Migennes, dans l'Yonne, au moment où il se dirigeait vers Paris.



M. JEAN BRATIANO

Photographie prise hier, à 7 heures du soir, par l'opérateur d'Excelsior.

ment où il profitait du dernier arrêt pour se dégourdir les jambes sur le quai de la gare.

Très aimablement, M. Bratiano nous invite tout de suite à continuer le voyage dans son wagon spécial et répond sans hésiter à notre question sur le but de son voyage en France — sur les buts serait plus juste.

« Au moment, précise-t-il de sa voix grave et posée, au moment où vont être discutées des questions vitales pour le monde entier et particulièrement pour les nations qui ont combattu, et parmi lesquelles figure la Roumanie, il importe que notre pays soit représenté dans ces discussions. Si la situation intérieure de notre pays, tant éprouvé, n'avait pas été très sérieuse, je serais venu depuis longtemps. Malheureusement, nous avons traversé des difficultés comme nulle part on n'en a ressenti d'aussi fortes. »

« La correspondance isolée des Alliés, elle-même, met des journées et des semaines pour nous parvenir. Quant au concours matériel, il a fait jusqu'ici complètement défaut. Néanmoins, l'ouverture des conférences officielles à Paris ne me mettrait pas de retarder mon départ. »

L'appui des Alliés

« Je compte, ici, sur l'appui de nos alliés, envers lesquels la Roumanie a réalisé tous ses engagements à travers les périls et avec des sacrifices que l'on ne pouvait malheureusement prévoir si grands, mais que la défaillance de la Russie lui a imposés. »

« Le sentiment qu'elle a que ses sacrifices n'ont pas été stériles pour la cause commune l'empêche de les regretter, et lui donne la conviction qu'elle trouvera auprès de ses alliés le concours moral et matériel nécessaire pour en réparer les effets, et pour assurer au peuple roumain les possibilités d'un développement pacifique qui

dans sa complication, aux gouvernements alliés.

La meilleure méthode est celle qui a été adoptée. La Conférence, ayant à prendre une décision, a pris le parti de s'informer sur les affaires russes, qui sont obscures, et sur lesquelles les avis sont partagés. La science est le commencement de la sagesse. Les puissances échangeront les renseignements qu'elles possèdent sur l'Europe orientale.



M. MATSUI ET LE VICOMTE CHINDA

ambassadeur du Japon à Paris et à Londres, photographiés hier au ministère des Affaires étrangères.

tale, — et les idées que chacune d'elles suggère pour arriver à un règlement de cette situation confuse.

Le bruit court que le Siam, mieux partagé que d'autres Etats, aurait obtenu qu'il fut fait droit à sa demande d'avoir deux délégués comming belligérants. Nous n'avons pu obtenir confirmation de cette nouvelle. D'autres Etats en appelleraient aussi, à la réunion plénière de demain.

La délégation belge

Les membres de la délégation belge seront installés pour dimanche à l'hôtel Lottin. Aujourd'hui, arrivent les secrétaires et, demain samedi, seront à Paris MM. Paul Hymans, Emile Vandervelde et le ministre d'Etat Van den Heuvel.

Quatre autos ont été mises à la disposition de la délégation belge par l'autorité militaire française.

Un poste de T. S. F. spécial, établi au Mont-Valérien, assurera les communications entre Bruxelles et les délégués.

Les délégués italiens

Rome, 16 janvier. — Selon les journaux, MM. Barzilai et Salandra seraient nommés délégués à la Conférence de la paix.

M. BRATIANO EST ARRIVÉ A PARIS

Le président du Conseil roumain nous dit qu'il compte sur l'appui des Alliés et surtout sur celui de la France.

Parti de Bucarest samedi soir, M. Jean Bratiano, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Roumanie, est arrivé hier à Paris, après avoir eu, à Belgrade, une entrevue avec le prince héritier de Serbie et s'être arrêté un instant à Venise.

Nous étions allés au-devant de l'éminent homme d'Etat, et nous l'avons rejoint à Laroche-Migennes, dans l'Yonne, au moment où il se dirigeait vers Paris.



M. JEAN BRATIANO

Photographie prise hier, à 7 heures du soir, par l'opérateur d'Excelsior.

ment où il profitait du dernier arrêt pour se dégourdir les jambes sur le quai de la gare.

Très aimablement, M. Bratiano nous invite tout de suite à continuer le voyage dans son wagon spécial et répond sans hésiter à notre question sur le but de son voyage en France — sur les buts serait plus juste.

« Au moment, précise-t-il de sa voix grave et posée, au moment où vont être discutées des questions vitales pour le monde entier et particulièrement pour les nations qui ont combattu, et parmi lesquelles figure la Roumanie, il importe que notre pays soit représenté dans ces discussions. Si la situation intérieure de notre pays, tant éprouvé, n'avait pas été très sérieuse, je serais venu depuis longtemps. Malheureusement, nous avons traversé des difficultés comme nulle part on n'en a ressenti d'aussi fortes. »

« La correspondance isolée des Alliés, elle-même, met des journées et des semaines pour nous parvenir. Quant au concours matériel, il a fait jusqu'ici complètement défaut. Néanmoins, l'ouverture des conférences officielles à Paris ne me mettrait pas de retarder mon départ. »

L'appui des Alliés

« Je compte, ici, sur l'appui de nos alliés, envers lesquels la Roumanie a réalisé tous ses engagements à travers les périls et avec des sacrifices que l'on ne pouvait malheureusement prévoir si grands, mais que la défaillance de la Russie lui a imposés. »

« Le sentiment qu'elle a que ses sacrifices n'ont pas été stériles pour la cause commune l'empêche de les regretter, et lui donne la conviction qu'elle trouvera auprès de ses alliés le concours moral et matériel nécessaire pour en réparer les effets, et pour assurer au peuple roumain les possibilités d'un développement pacifique qui

certes, je ne puis pas dire qu'un seul ponce du terrain où les Boches sont passés soit intact. Ils ont tout pillé, tout saccagé, tout détruit volontairement. »

Nous approchons du terme du voyage. Le président s'est tu, le regard un moment lointain. Sans doute cet homme, dont le destin a fait le sauveur de sa patrie, songe-t-il au long martyre de la Roumanie et à l'effort qu'il lui reste à donner pour achever dignement, dans la paix, l'œuvre courageusement accomplie dans la guerre.

— G. D'AVRON.

La situation économique en Roumanie

Après cette déclaration, le président du Conseil s'enquiert de l'état du ravitaillement en France, des conditions de la vie, du prix des objets de première nécessité. Puis, il nous expose à quel état de dénuement la Roumanie a été réduite par les Allemands, qui ne lui laissent que 120 locomotives sur les 1.500 du réseau roumain.

Les Allemands, en outre, réquisitionnent contre des bons sans valeur tout ce qui paraissait utile.

Ils payèrent une partie de ces réquisitions avec de la fausse monnaie roumaine, et, enfin, malgré ce tri, ils enlevèrent tout ce qui leur paraissait encore posséder quelque valeur.

Ils affamèrent la Roumanie en ne fournissant, par exemple, à la plupart des villes comme à la capitale qu'une partie insuffisante des approvisionnements qu'ils étaient tenus de leur livrer.

Cette politique de la famine constituait l'un de leurs moyens de prédilection.

En traversant les campagnes de Bourgogne, M. Bratiano nous répète: « Non,

POUR LES RÉGIONS LIBÉRÉES

La Conférence de la paix va s'ouvrir incessamment, c'est le gros événement, celui qui domine toute la situation actuelle. De cette conférence sortira le statut nouveau du monde entier. Il réglera notamment les droits de la France à la réparation des dommages et des ruines odieusement perpétrées par l'ennemi. Des indemnités nous seront allouées qui permettront de parachever l'œuvre de restauration. Cette œuvre est commencée du jour même de la libération des régions envahies: elle se traduit par d'énormes dépenses, auxquelles il faut faire face chaque jour.

Pour financer ces charges de réparation, un effort constant doit se produire; les souscripteurs de Bons de la Défense nationale participent au premier rang à ce devoir impérieux de patriotisme éclairé.

Tout en se ménageant un intérêt très avantageux, tout Français apportera ainsi son concours, si modique soit-il, à l'œuvre de la reconstitution nationale.

UN JOYEUX RETOUR DE SOLDATS AMÉRICAINS AUX ÉTATS-UNIS

Le paquebot Leviathan, qui vient d'arriver aux Etats-Unis après avoir essuyé dans l'Atlantique l'une des plus furieuses tempêtes de ces dernières années, a ramené dans leur pays un certain nombre de soldats américains qui se battirent à Châteauneuf-Thierry et à Cantigny. C'est un groupe de ces braves qui, au débarquement, a posé devant l'objectif. Ils sont coiffés de casques allemands rapportés comme souvenirs.



CHACUN RAPPORTE UN SOUVENIR DES COMBATS OU IL S'EST ILLUSTRÉ!

UNE INTERVIEW DU KRONPRINZ

Voici maintenant que l'ex-prince impérial déplore les atrocités allemandes...

LODZ, 16 janvier. — On mande de Liège au Daily Graphic: « La Gazette de Liège publie une interview du kronprinz sur les atrocités commises en Belgique par les armées allemandes: »

« Il est des plus regrettables, a déclaré le fils aîné de Guillaume II, que de tels actes se soient produits. Je crois que nous avons fait une faute grave, en déportant les civils. Je déplore plus encore la destruction des usines belges. C'est en agissant ainsi que les Allemands se sont attiré la haine dont ils sont l'objet. »

« Je suis certain, cependant, qu'il existait un désaccord entre la Belgique et l'Angleterre, car nous avons découvert, à Bruxelles, des documents qui confirment cette opinion. »

Questionné sur ses projets, le kronprinz a dit: « Mon plus grand désir est de retourner en Allemagne le plus vite possible, en qua-

lité de simple citoyen, car je suis trop jeune pour finir ma vie dans l'exil. »

« Le gouvernement actuel de l'Allemagne, poursuivit-il, manque de stabilité. Il réussira, peut-être, à réduire le groupe Spartacus, mais cela restera problématique. Qu'est-ce que les spartakistes en réalité? Un million d'hommes qui n'arriveront pas, je suppose, à imposer leur volonté à 79.000.000 d'Allemands. Si le gouvernement ne met pas bon ordre à cet état de choses, cependant, il est possible que les Alliés occupent l'Allemagne. »

« L'Allemagne, assure l'ex-héritier du trône, ne sera jamais en état de payer toutes ses dettes. A mon sens, on obtiendrait un meilleur résultat en réorganisant, en Allemagne, une forte armée qui, de concert avec les Alliés, rétablirait l'ordre en Russie, afin d'exploiter les énormes richesses de ce pays. Ce n'est qu'en agissant ainsi qu'on récupérera les dépenses de la guerre. »



LES DEUX PLUS RÉCENTES PHOTOS DE L'EX-KRONPRINZ A WIERINGEN

Marseille-Alger en avion

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a été forcé d'atterrir par un très fort vent et de la brume.

Le capitaine Colli, qui doit faire la traversée de Marseille à Alger en aéroplane, est parti hier matin de Villacoublay. Il est arrivé à Vienne, où il a

LES CONTES D'EXCELSIOR

LA CONFESSION
DE «L'ÉCUREUIL»PAR
ARMAND DAYOT

— Placez-vous là, derrière ce hêtre, me dit mon ami Alfred B..., dont j'étais l'hôte. L'effort fut excellent. Surtout, ne quittez plus des yeux cette haie qui borde le champ de trèfle. Quelques minutes encore, un quart d'heure à peine, et les premiers lapins s'offriront à votre fusil. Et maintenant, bonne chance, et revenez-nous la gibecière bien lourde...

L'endroit était charmant, l'heure exquise. Le soleil venait de disparaître, un doux soleil d'automne, dont le dernier rayon doubla de pourpre et d'or les troncs des grands arbres et les talus hérissés de prunelliers et d'ajoncs.

Soigneusement dissimulé au pied du hêtre, dans un massif de hautes fougères humides d'où montaient des parfums d'automne, j'attendais.

Nuls autres bruits ne troublaient l'auguste silence de l'heure crépusculaire que le «toc-toc» de mon cœur impressionnable de chasseur, et les crailleries d'un ménage de geais qui se querellaient au-dessus de ma tête.

Tout à coup je perçus un frôlement léger. C'était comme le froissement presque imperceptible de feuilles mortes.

Voilà certes, pensai-je, un lapin bien imprudent, et je serai plus fort le canon de mon fusil.

Mais au lieu d'une innocente et minuscule bête, je vis surgir brusquement, à quelques pas de moi, une sorte de géant à la barbe et aux cheveux flamboyants, qui, avec la souple allure d'un chat sauvage, se dirigeait vers la haie, vers ma haie, tout en s'arrêtant parfois, dans une attitude de visible inquiétude.

C'est assurément lui, me dis-je en moi-même, retenant mon souffle, ce ne peut-être que lui, Job Kerbie, plus connu dans le pays sous le sobriquet de «l'Écureuil» à cause de la couleur de son poil. Jamais plus fiffé coquin, tout à la fois maraudeur insaisissable, braconnier incorrigible, incendiaire, ivrogne notoire, ne promena avec tant d'audace cynisme sa mystérieuse impunité sous la lumière du soleil, et surtout sous la pâle clarté des étoiles. Sa force herculéenne imposait à tous, même aux gardemânes, et la terreur obsédante de l'incendie arrêtaient les dénonciations. Les plus timides cherchaient même à gagner ses «bonnes grâces» en le comblant de cadeaux variés : et le drôle accueillait ces témoignages d'asservissement avec une sorte de satisfaction dédaigneuse, toute seigneuriale.

Me dissimulant de mon mieux dans mon nid de fougères, j'observais l'intrus, sans perdre un seul de ses mouvements.

Il fit route d'abord vers la haie, près de laquelle il s'arrêta, et fouillant dans ses vastes poches qu'il avait hospitalisées tant de cadavres de lapins, il en sortit un lot d'une douzaine de collets qu'il disposa en bonnes places, avec la plus savante précision. Et du même pas souple et furtif, il traversa le champ de trèfle, se dirigeant en ligne droite de mon côté.

Lorsqu'il ne fut plus qu'à quelques pas de ma cachette, je me dressai brusquement, mon fusil à la main.

— Et bien quoi ! dit-il d'une voix rauque, avec une mauvaise lueur dans les yeux...

J'avais mon idée, et d'un geste impérieux, je lui fis signe de s'asseoir, tout en lui offrant un cigare, qu'il accepta d'ailleurs avec l'indifférence apparente d'un coquin sans peur, sinon sans reproche.

— Vous êtes un véritable bandit, Job Kerbie, je le dis sans autre préambule, et bien que je ne sois dans ce pays que depuis quelques jours, je sais tous les méfaits dont on vous accuse, et dont le moindre est celui que vous venez de commettre sous mes yeux. Mais, rassurez-vous, je ne vous dénoncerai pas...

— Que voulez-vous, monsieur, interrompit l'Écureuil d'une voix sourde, mais moins menaçante. C'est dans le sang, c'est plus fort que moi. Je tiens ça de mon père, et aussi de mon grand-père. Que Dieu leur fasse paix...

Sans vouloir méconnaître l'action parfois tyrannique des influences ancestrales, je pourrais :

— Non, je ne vous dénoncerai pas (ici un léger haussement d'épaules chez l'accusé), mais il est une chose (et ma voix se fit pressante suppliante) que vous ne pouvez me refuser : c'est de me faire connaître la destination que vous assignez aux fruits si divers de vos innombrables larcins, et qui suffiraient au large approvisionnement de plusieurs familles...

Dites-moi, qu'avez-vous fait de vingt-cinq poulets de grain doré, il y a huit jours à peine, à Yves Le Gall ? Que sont devenus les treize lapins domestiques que la mère Le Scornec élevait pour la foire prochaine ? Où sont les trois magnifiques canards de Mme Piquenard, et les pigeons du père Kerbillon, qui ne fait que se lamenter devant son pigeonnier vide et silencieux, et le petit veau de Julien Le Hérisse, et le jeune porc que Mlle Félicité Lachocne engraisse avec amour, et le carré de carottes de Jean Louis Le Floch, et les petits pois si tendres et si renommés de Mlle Lavrière ?...

Mais je m'arrête. La liste serait trop longue. Et surtout ne faites intervenir en ceci ni le renard ni le blaireau... Je la connais.

— Oh ! vous pouvez continuer, interrompit l'Écureuil d'une voix drôle, avec un air de satisfaction où se lisait tout l'orgueil professionnel. Puis, se levant tout droit, d'un seul mouvement, et me tendant la main avec un brusque geste de sympathique protection, il me chuchota ces mots à l'oreille :

— Vous m'avez l'air, vous, d'un bon bougre, aussi je vas tout vous confesser. Eh bien, mes meilleurs clients, c'est le brigadier, le juge de paix et le maire.

Et l'Écureuil s'éloigna comme il était venu, sans bruit, avec une sorte de glissement de fantôme, après s'être retourné plusieurs fois, le doigt sur les lèvres.

Armand DAYOT.

Les dénonciateurs de Laon

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

Le capitaine Salanson a procédé hier à l'interrogatoire du photographe Marguet. On sait que celui-ci se disait malade. Le docteur Souquet, chargé de l'examen, l'a déclaré en très bon état de santé.

5 HEURES
DU
MATIN

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

ROSA LUXEMBOURG
ET LIEBKNECHT
ARRÊTÉS ET TUÉS

Le projet de Constitution fédérale rédigé par Ebert-Scheidemann prévoit la formation de huit républiques.

BALE, 16 janvier. — On mande de Berlin : Les journaux annoncent que Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été arrêtés. Liebknecht a été arrêté chez un de ses amis habitant la Mannheimerstrasse. Deux soldats de la cavalerie de la garde le découvrirent, s'emparèrent de lui et le conduisirent au quartier général à l'hôtel Eden. Il fut conduit ensuite en auto, sous une forte escorte, dans un lieu sûr qui est gardé secret.

L'autre venait de partir quand Rosa Luxemburg fut amenée également à l'hôtel Eden.

La Gazette de Voss dit que le commissaire du peuple pour les Affaires étrangères Kautsky fut arrêté également hier, sous l'inculpation d'avoir été en relations avec Rosa Luxemburg. Il fut relâché après un court interrogatoire.

Les circonstances de la mort

BALE, 16 janvier. — On mande de Francfort : La Gazette de Francfort donne sur la mort de Liebknecht les détails suivants : «L'automobile devant la conduire du domicile de son ami jusqu'à la prison ayant eu une panne, les soldats lui demandèrent s'il voulait attendre une autre automobile ou s'il préférait aller à pied. Liebknecht accepta la dernière offre et profita d'un moment favorable pour tenter de fuir. Les soldats tirèrent sur lui, et une balle l'atteignit mortellement.

Rosa Luxemburg déjà fort maltraitée par la foule, ayant perdu connaissance, aurait été achevée par un coup de revolver que lui tira dans la tête un homme grimpé sur l'automobile.

Ce que sera la République allemande

BALE, 16 janvier. — Le journal Abend annonce que le cabinet impérial s'est, dans la journée du 15, occupé du projet de Constitution qui sera soumis à l'Assemblée nationale constituante. On sait que ce projet est élaboré par le secrétaire d'Etat Prussien ; il a été, dans ses grandes lignes, approuvé par le gouvernement.

L'Allemagne restera un Etat fédéral, mais comprendra, à l'avenir, huit républiques. A la tête de la République allemande sera placé un président élu pour dix ans ; le gouvernement comprendra un chancelier, assisté d'une série de ministres.

Le Parlement sera formé de deux Chambres : la Chambre des représentants élus par le peuple tout entier, et la Chambre des Etats, dont les membres seront nommés par les Parlements des huit républiques confédérées.

Les Allemands évacuent Mitau

BALE, 16 janvier. — Mitau a été évacuée par les troupes allemandes, qui ont battu en retraite jusqu'à la région de Friedrichshof et Voolen.

Le trafic par chemin de fer est interrompu entre Mitau et Schaulen.

Le gouvernement provisoire reste, jusqu'à nouvel ordre, à Libau.

Crise ministérielle en Italie

ROME, 16 janvier. — A la suite de la démission de M. Nitti, les ministres, au cours de la réunion du conseil de cabinet tenu hier soir, ont mis leurs portefeuilles à la disposition de M. Orlando.

Cette démission collective a pour objet de permettre à M. Orlando de reconstituer en pleine liberté son cabinet.

MM. Sonnino, Villa, Meda, Berenini et Bonomi feront sûrement partie de la nouvelle combinaison.

D'Angleterre aux Indes par la voie des airs

LONDRES, 16 janvier. — Un avion type Handley-Page avec moteur Rolls-Royce, parti d'Angleterre, est arrivé aux Indes sans encombre.

Un obus de «Bertha» retiré du canal Saint-Martin

Un obus de Bertha vient d'être retiré du canal Saint-Martin, au quai de Jemmapes. Les artilleurs qui l'ont sorti de l'eau ont enlevé aussitôt la charge et la fusée.

Tout le temps que l'obus est resté sur la berge, sous la garde d'un agent, il a été entouré d'un cercle de curieux.

Pour la conférence de Berne

M. Henderson a quitté Paris hier soir avec M. Huysmans pour Berne, où il prendra les dernières dispositions en vue de la conférence internationale socialiste et travailliste.

De son côté, M. Branting a quitté Stockholm, se rendant également à Berne. La conférence s'ouvrira le lundi 27 janvier.

Légion d'honneur

Sont nommés, sur la proposition du ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes :

Commandeur : M. Mazoyer, directeur de la Caisse nationale d'épargne.

Officiers : MM. Tarbouriech, directeur à l'Administration centrale ; Hayes, chef de bureau à l'Administration centrale ; Le Fric, directeur des postes et des télégraphes à Lille ; Vidal de Lirac, directeur des bureaux ambulants de la ligne de Lyon ; Manel, directeur des postes et des télégraphes à Beauvais.

De nouveaux impôts seront nécessaires

La commission du budget, a renouvelé hier son bureau. M. Raoul Péret, président, et les autres membres du bureau sortants ont été réélus.

Dans une allocution, M. Raoul Péret a remercié ses collègues et a déclaré ensuite qu'il faudrait recourir encore à des contributions nouvelles.

La commission a adopté ensuite le projet de loi concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées.

L'ARMISTICE

LES DÉLÉGUÉS ALLEMANDS
ONT ÉTÉ REÇUS A TRÈVES
PAR LE MARÉCHAL FOCH

M. Erzberger a demandé au généralissime des Alliés à quelle date seront signés les préliminaires de paix.

BALE, 16 janvier. — On mande de Trèves, à la date du 16 janvier : Les délégués à la commission allemande d'armistice sont arrivés hier à Trèves. Ils ont été reçus dans le wagon-salon du maréchal Foch. M. Erzberger a protesté contre les conditions imposées par les Alliés et a posé notamment trois questions : Quand le blocus cessera-t-il ? Quand les prisonniers allemands seront-ils rendus ? Quand la paix préliminaire pourra-t-elle être signée ?

Les délégués allemands sont entièrement libres de circuler à leur gré et de communiquer par lettre et par téléphone avec leur gouvernement.

Les colonies françaises et la Conférence de la paix

An cours de sa réunion du 15 janvier, la Conférence interalliée des préliminaires de la paix a décidé que les grandes colonies britanniques seraient au Congrès une représentation particulière. Il a été prévu que les dominions du Canada, de l'Australie, de l'Amérique du Sud et de l'empire des Indes auraient chacun deux représentants pour défendre leurs intérêts. La Nouvelle-Zélande n'aurait qu'un seul délégué. Cette décision a quelque peu ému le monde colonial français.

Tous ceux qui savent ce que nos colonies ont fait durant l'épreuve que nous venons de traverser pour défendre la métropole et qui ont conscience de l'œuvre d'expansion qu'il faudra accomplir outre-mer au lendemain de la paix, se demandent si les légitimes intérêts de la plus grande France seront suffisamment sauvegardés.

D'après les renseignements qui nous ont été fournis à ce sujet, l'opinion publique n'a pas à craindre de voir la question de la paix coloniale négligée par les plénipotentiaires français.

En vertu même du principe qui a été admis le 15 janvier, de la faculté de changement au sein de chaque délégation, le gouvernement français se réserve de faire appel, chaque fois que besoin sera, à des plénipotentiaires spécialement qualifiés. Ainsi se trouvent discutés les différents problèmes coloniaux soulevés autour du tapis vert par un des plénipotentiaires français avec toutes les garanties nécessaires.

L'amiral Wemyss grand-croix de la Légion d'honneur

LONDRES, 16 janvier. — Le Journal officiel annonce que l'amiral Sir Rosslyn Wemyss est nommé grand-croix de la Légion d'honneur.

Les responsables de la guerre

BALE, 16 janvier. — On mande de Vienne, 15 janvier : Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Bauer, parlant hier dans une réunion électorale, a révélé que l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie avait été remanié à six reprises successives, jusqu'à ce que les comtes Berchtold, Tisza et Sturgkh, et le général Conrad de Hotzendorf fussent arrivés à un texte dont on put être sûr que les Serbes seraient dans l'impossibilité de l'accepter.

Un Bulgare en conseil de guerre

Le premier conseil de guerre avait à juger hier, pour tout illégal d'uniforme et de décorations, le capitaine Ivanof, Bulgare de naissance et fils de l'ancien généralissime bulgare.

Engagé dès le début de la guerre dans l'armée serbe, où il fut blessé deux fois, puis dans la légion étrangère, il fut chargé de différentes missions, le capitaine Ivanof fut accusé d'avoir continué à porter l'uniforme bulgare ne faisant plus partie de l'armée française.

Sur plaidoirie de M. Georges Lhermitte, il a été acquitté.

Dénaturalisation

La 1^{re} chambre de la Cour était saisie, hier, de l'appel de M. Ashmann, Autrichien de naissance, directeur de la Victoria Berliner Assurance, contre le jugement de la 1^{re} chambre du tribunal civil prononçant sa dénaturalisation.

La 1^{re} chambre de la Cour a confirmé le jugement de dénaturalisation.

La Seine baisse de 43 centimètres

La cote au pont de la Tournelle, de 4 m. 85 qu'elle était avant-hier, est tombée hier à 4 m. 42, soit une baisse de 43 centimètres. La tranquillité renaît chez les riverains et l'on espère que la navigation fluviale pourra reprendre d'un jour.

La Marne et l'Oise sont également en baisse marquée : 32 centimètres pour la Marne, à Chailfert ; 30 centimètres pour l'Oise. La crue du Grand-Morin est également terminée.

NOUVELLES BRÈVES

— La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, hier, le pourvoi de l'assassin Giraud, condamné à mort par la cour d'assises des Basses-Alpes.

— Par une proposition de résolution, M. Bénaïme demande à la Chambre d'inviter le gouvernement à accorder des suris, à titre exceptionnel, et lorsque l'intérêt général l'exigera, aux industriels et aux commerçants, aux spécialistes agricoles et à ceux dont la présence est indispensable dans les régions libérées.

TRAVAUX DE COMPTABILITÉ

PIGIER, 33, rue de Rivoli. — Tél. Gut. 44-65.

5 HEURES
DU
MATIN

LA DÉFAITE DE LA TURQUIE

REMISE DE MÉDINE
LA VILLE SAINTE
AU ROI DU HEDJAZ

La capitulation n'a eu lieu qu'après de longs pourparlers consentis pour épargner le tombeau du Prophète.

LE CAIRE, 16 janvier. — Le communiqué officiel suivant a été publié hier : La cité sainte de Médine a capitulé. Elle s'est rendue au roi Hussein, conformément aux conditions de l'armistice conclu avec la Turquie. Le retard apporté par la garnison à se conformer aux conditions de l'armistice est dû à son long isolement, qui nous obligea à permettre l'échange de communications spéciales avec Constantinople.

Pour permettre à celles-ci d'avoir lieu, le délai prévu dans l'armistice pour la reddition fut étendu dans ce cas particulier. Il faut observer qu'en raison du caractère sacré de la ville, qui renferme le tombeau du prophète, il convenait que le roi Hussein s'assurât de la capitulation de la ville, non par les armes, mais en vertu d'un arrangement.

Les opérations de siège se sont limitées à un investissement à une distance relative de la ville. Les Turcs ayant établi leurs lignes intérieures tout contre la grande Mosquée et utilisé cette dernière comme leur principal dépôt de munitions, pas un seul projectile ne pouvait être dirigé contre cette position, sans courir le risque de détruire la tombe du prophète.

L'émir Abdallah, représentant le roi du Hedjaz, a fait son entrée solennelle à Médine le 13 janvier, à 11 heures du matin. Il a été acclamé d'une façon enthousiaste par les notables de la ville, et par la population civile. Il s'est rendu immédiatement à la tombe du prophète où il a recité la prière du matin.

Les faux Rodins

Confrontation et contradictions

L'affaire se complique et M. le juge d'instruction Bonin aura fort à faire pour mettre l'accord en cette tour de Babel.

Le point important de la journée d'hier fut la confrontation entre le sculpteur Fidi et le fondeur Montagutelli père. Si nous sommes bien renseignés, le résultat a été très net.

— C'est de Montagutelli que je tiens les bronzes, aurait déclaré le sculpteur. — Jamais je n'ai vendu de bronzes à M. Fidi, ni coulé les bronzes en question, aurait répondu le fondeur.

Donc, contradiction formelle. Sur quoi différents témoins entendus avaient déclaré avoir acheté directement au fondeur Montagutelli différents bronzes signés Rodin. Seconde contradiction. Et ce ne sera pas la dernière.

D'après les renseignements de l'enquête, il résulterait en effet que Montagutelli aurait bien été, concurrentement avec M. Rudier, le fondeur des œuvres de Rodin. A la mort du maître, il aurait conservé ou refait les moules, moulés d'après des spécimens restés quelques temps en sa possession.

C'est d'après ces moules qu'il aurait accepté de faire quelques exemplaires à la demande de M. Bouyon de Chalus, mais pour sa collection particulière seulement. L'acceptant que ses frais, M. de Chalus les aurait revendus non sans de notables bénéfices. C'est ainsi que la République, achetée 2.000 francs, aurait été cédée par lui 95.000 francs.

Mais, nous l'avons dit, le fondeur comme sculpteur soutiendrait qu'aucun de ces bronzes n'est sorti de leurs ateliers. Dans ce cas, du reste, la perquisition faite par nous, il n'aurait pas retrouvé ni moules, ni moulages, ni moulages.

D'autre part, une personne de l'entourage de M. Bouyon de Chalus nous a déclaré que la bonne foi de celui-ci ne saurait être mise en doute.

— S'il est vrai, nous a-t-il déclaré, que M. de Chalus a accepté le dépôt, dans son appartement, des bronzes que proposait d'y installer le sculpteur Fidi, c'est qu'il les croyait bien de Rodin. M. Fidi lui affirmant qu'ils provenaient du fondeur même du maître.

Il y a bien la dédicace au docteur Monfoussier, qu'il fit ajouter et graver dans le bronze, mais cette opération, appelée plantage, est usitée en matière artistique pour faciliter la vente, et ne saurait constituer un délit quand elle n'a pas décidé le client et que l'œuvre est authentique. Or, M. de Chalus croyait à l'authenticité des bronzes.

Telle serait, en partie, la thèse de M. Bouyon de Chalus. Ajoutons qu'il se défend par M. Hornbostel fils ; le sculpteur Fidi par M. Gautier-Rougeville ; M. Montagutelli père par M. le hôte Henri-Robert, assisté de M. Dessaigne, et son fils par M. Théodore Valensi.

Aujourd'hui, sans doute, M. Bonin entendra M. Bénédicte, conservateur du Luxembourg et du musée Rodin, et le représentant du ministre des Beaux-Arts.

LE "TIP" remplace le Beurre

Ann. Pellerin, 82, r. Rambuteau (2/45 r. 1/12).

Bourse de Paris du 16 janvier 1919

VALEURS Cours précédents Cours du jour

PARQUET

5 0/0 1915 90 91

4 1/2 1915 72 73

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

3 1/2 1915 62 63

